

Le monde ouvrier revient dans l'actualité

absent pendant plusieurs décennies, le monde ouvrier revient au cœur de l'actualité, en particulier du fait du retour des restructurations et des vagues de licenciement opérées par les entreprises à la faveur de la crise économique. On semble alors redécouvrir la dureté des conditions de travail dans l'industrie, en même temps que l'opportunité des mobilisations collectives. Une enquête auprès d'un ancien ouvrier syndicaliste d'une des usines Michelin, ayant fermé ses portes il y a quelques années, montre tout l'intérêt de revenir à la fois sur la vie à l'intérieur des ateliers en même temps que sur les conditions de mobilisation au sein de l'entreprise.

Implantée depuis 1972 dans un espace par ailleurs faiblement industrialisé, l'usine a définitivement fermé ses portes en juin 2006 ; 111 salariés ont alors été licenciés (280 salariés ayant accepté les reclassements proposés par Michelin). Cet entretien nous offre le regard d'un ouvrier qui a travaillé dans cette usine pendant plus de 30 ans. Son discours fait écho à nombre de travaux ayant étudié la réalité du vécu des ouvriers d'industrie : distance ou

ÉMILIE AUNIS,
doctorante au Groupe de recherches et
d'études sociologiques de Centre Ouest
(Gresco), Poitiers.

rejet de l'institution scolaire, difficiles conditions de travail, souffrance physique et morale, concurrence accrue entre jeunes et vieux ouvriers, entre salariés de longue date et intérimaires... On comprend également comment les possibilités d'ascension sociale au sein de l'usine se réduisent peu à peu au fil des années, notamment avec le recrutement croissant de jeunes diplômés aux postes d'encadrement.

Mais cet entretien donne aussi à voir l'exemple de la socialisation politique d'un ouvrier. On voit comment naissent très tôt chez René les prémices d'une révolte contre l'autorité et la domination. Plusieurs éléments viennent ainsi expliquer son engagement dans un contexte peu propice à l'adhésion syndicale du fait d'une gestion paternaliste et d'une forte discrimination syndicale. C'est d'abord au sein de la famille que se s'est jouée l'ébauche de la socialisation politique de René. Mais c'est à l'école puis avec le premier

emploi exercé que la découverte de l'injustice et le rejet de l'autorité commencent à se dessiner. Enfin, René est également marqué par le contexte politique de mai 68, où l'atmosphère de contestation qu'il observe semble faire écho à sa propre révolte.

On notera également le décalage entre deux discours en apparence contradictoires : celui d'un ouvrier engagé, mobilisé, qui montre un certain recul face à l'entreprise qui le licencie ; celui d'un ouvrier qui se montre particulièrement attaché à son travail et à son usine. Cet entretien reflète la complexité et la dualité des sentiments éprouvés par les ouvriers vis-à-vis de leur usine. Des sentiments qui ne font qu'osciller entre distance et proximité, colère et attachement au métier. C'est dans cette configuration spécifique de fermeture d'usine qu'ont pu naître des mobilisations jusqu'alors très rares. Les ouvriers n'ont eu d'autre ressource pour faire valoir leurs revendications que de se mobiliser. Il a alors pu, dans ce contexte particulier, se reconstituer un groupe ouvrier qui a trouvé un terrain d'union autour d'un adversaire et de causes communes.

Racontez-moi un peu comment vous êtes entré à l'usine, en quelle année...

Bien, on va partir du début : je me suis cassé de l'école à 14 ans, je voulais plus aller à l'école, j'étais un très mauvais élève, puis, je voulais travailler dans l'hôtellerie, donc j'ai travaillé dans l'hôtellerie pendant quasiment six ans et bon, c'est un métier très contrai-

gnant. J'ai fait un apprentissage de deux ans, ensuite j'ai travaillé comme commis de restaurant, à P. et ensuite j'ai travaillé pendant trois ans à Paris, comme commis de restaurant, donc je suis revenu à P. et j'avais plus du tout envie de faire ce boulot, parce que j'avais besoin aussi d'un peu de liberté. Alors sur P., Michelin embauchait, c'était en 1973, j'ai donc embauché chez Michelin le 5 avril 1973, et je trouvais ça bien parce que d'abord au départ j'ai travaillé en horaires normaux, et puis on embauchait à l'heure, on finissait à l'heure, alors que dans l'hôtellerie, c'était pas du tout le cas, on embauchait forcément à l'heure mais on débauchait toujours très tard. Et puis voilà, chemin faisant, je me suis marié, j'ai été marié très jeune, j'avais deux filles et, chemin faisant, je me disais « est-ce que je fais autre chose ? », alors j'ai tenté de partir à un moment donné parce qu'après je travaillais en trois huit, et puis, je suis pas parti, et par conséquent, je suis resté à l'usine. Dès 1975, à la création du syndicat je me suis syndiqué et j'ai eu des responsabilités syndicales dès 1977.

Vous aviez toujours été intéressé par les syndicats ?

Moi, je suis d'une famille paysanne par mes grands-parents, commerçants, artisans par mon père, mais j'ai toujours entendu parler dans la famille, bon, c'était des socialistes, c'était des gens qu'étaient un peu contre tout, bon cette Quatrième République, enfin tout ce qui s'était passé, les guerres, les machins, etc. Donc, j'étais un peu dans cette mou-

vance mais, je dis ça aujourd'hui, à l'époque. Et puis le déclin, je crois que c'était un jour, ma femme a ramené un prospectus, elle travaillait aussi en usine à la chaîne, elle fabriquait des compteurs donc c'était très pénible, tout ce qu'on appelle aujourd'hui les maladies musculo-squelettiques et tout le tralala et il y avait un tract qui dénonçait tout ça, et puis il y avait dessous « adhérez ». Chez Michelin, à cette époque-là, il n'y avait pas de syndicat et lorsque le syndicat s'est créé, ben j'ai volontairement adhéré et puis petit à petit, j'ai pris des responsabilités dans les institutions représentatives donc délégué du personnel, comité d'hygiène et de sécurité et puis comité d'entreprise, ce qui a grandement d'ailleurs aidé à créer ma personnalité parce que je pense aussi que si j'avais pas été dans cette mouvance, je serais peut-être pas resté à l'usine parce que c'était, c'était trop... répétitif.

Donc c'était un peu un autre souffle, c'était un peu autre chose...

Voilà, ça permettait aussi de développer sa personnalité parce qu'on parlait avec les patrons, parce qu'on avait des activités qui faisaient que, bah, on restait pas forcément attaché à son travail...

Et vos parents, ils vous avaient incité à faire des études courtes ou c'est vous qui vouliez arrêter ?

J'ai passé une enfance excessivement heureuse, mes parents étaient commerçants, donc ils avaient pas trop le temps de s'occuper de moi et il n'y avait

pas de suivi donc... Alors au moment de la séparation de mes parents, on a déménagé, on est partis. Quand je suis parti avec ma mère, on a été dans une ville plus importante et là on était dans un lycée immense, il y avait cinq cinquantes, je ne savais jamais la classe où il fallait aller, ça a été la période scolaire la plus horrible, et c'était avant 68, donc on avait des professeurs qui étaient extrêmement durs, moi j'ai vu des jeunes se faire gifler, c'était très très dur, la blouse était obligatoire, et moi je me souviens d'un petit bonhomme, c'était le meilleur de la classe, un jour on descend pour la récréation, fallait descendre en rang d'oignons, il avait oublié sa blouse alors le surgé l'a appelé, il lui a mis une grande gifle, il lui a collé des heures de colle, pour rien quoi ! Donc c'était déjà, ça commençait à me révolter tout ça, et quand je suis rentré dans la vie active c'était pareil, parce que là, c'était des coups de pied au cul, c'était... moi je travaillais douze heures par jour à quatorze ans.

Et puis y'a eu 68: je voyais des gens dans la rue qui manifestaient, on écoutait De Gaulle à la radio, et moi je me disais : « Moi, je suis du côté de ces gens-là, il y en a marre de vivre ça, alors les étudiants, 68, toute cette liberté sexuelle, tout ça, le rapport hommes-femmes... je suis avec eux, je ne veux pas rester dans ce cycle-là où, où c'est marche, crève et si tu n'es pas content, on te fiche dehors ou on te fiche un coup de pied dans les fesses !

Pour revenir à Michelin, il y avait vraiment une politique...

Ah, oui, complètement, en 68 lorsqu'il y a eu les accords de Grenelle, la section syndicale a été créée à ce moment-là, donc avant, pour ceux qui faisaient des syndicats, c'était en dehors de l'entreprise, à l'union départementale des syndicats ou à l'union locale des syndicats quand ils étaient structurés. Et là, on faisait rentrer les syndicats dans l'entreprise avec un local syndical et des institutions dans l'entreprise. À l'époque, François Michelin avait dit « La section syndicale à l'entreprise, c'est le ver dans le fruit ». Donc ils nous supportaient parce qu'ils ne pouvaient pas faire autrement mais c'était effectivement le fait de ne pas progresser dans l'entreprise, d'être mal noté, d'être mal payé...

Parce que vous étiez notés sur votre travail ?

Annuellement, oui, oui, on avait des notes, alors il y avait tout : l'absentéisme, les maladies, les syndicats, et on avait à la fin de l'année des points. En fin de carrière, tous ces points-là étaient validés en... en francs à l'époque ou en euros, et donc ça vous faisait un petit capital retraite. Ce n'était pas très juste c'est que c'était vraiment de la notation à la gueule du client, moi mon chef me disait souvent : « Oui mais tu n'es pas là souvent, je ne peux pas trop t'apprécier. » Mais j'ai toujours eu de bonnes notes en fait, parce que j'avais de bonnes relations avec les collègues, je faisais mon travail correctement et difficilement parce que souvent quand on prenait des heures de délégation pour

aller régler un problème, on revenait ensuite et il fallait quand même faire la production. Donc ce n'était pas facile, et j'ai toujours essayé, et je crois avoir réussi à faire mon boulot justement parce qu'un syndicaliste, il doit être irréprochable sur le côté boulot...

Et puis, il y avait le côté fierté du travail bien fait, d'être dans une maison mondialement reconnue et puis le fait de porter l'étendard de la maison, on porte l'étendard de la maison, c'est toujours ce que j'ai dit, moi ! Un jour, un patron m'a dit que « même si on n'est pas d'accord avec le patron, il faut toujours porter le drapeau de la maison », et moi, j'ai toujours porté le drapeau de la maison à l'extérieur et à l'intérieur, porté le drapeau des ouvriers qui revendiquaient des choses qui me semblaient naturelles, je n'ai jamais dénigré Michelin sur la qualité du produit... n'importe où, on me posait beaucoup de questions sur les pneus, comment c'était fait, et donc j'ai toujours dit que le pneu Michelin était le meilleur dans beaucoup de domaines, que ce soit en poids lourds ou en voiture et c'est vrai qu'il n'y avait pas de raison pour moi de dénigrer...

Et dans l'usine, il y avait beaucoup d'intérimaires ?

Il y en a eu sur la fin, jusqu'à 150 intérimaires, dans les années 2000, avant il n'y avait quasiment pas d'intérimaires parce que jusque dans les années 1990, il y avait de l'embauche donc des contrats à durée indéterminée, après... les périodes de vacances, alors au départ

c'était fermé, ensuite l'usine ne fermait plus donc les périodes de vacances, c'était les enfants du personnel principalement qui venaient travailler pendant les vacances, des étudiants qui venaient bosser un mois, qui venaient travailler et puis je ne saurais pas dire la date mais après les années 1985, oui, dans le milieu des années 1980, il y a eu cette main-d'œuvre extrêmement flexible qui permettait aussi d'avoir, encore à l'époque, des gens, soit au chômage soit des gens relativement qualifiés qui pouvaient effectuer des missions pendant plusieurs mois et donc après y avait plus rien quoi, donc ça voulait dire que l'entreprise était pas tenue d'embaucher et de garder ça, donc c'était de la main-d'œuvre flexible...

Et les ouvriers s'entendaient bien avec les intérimaires ou... ?

Oui, il y avait un accueil relativement sympa quand même de la part des ouvriers, relativement sympa, ce n'était pas mesquin, ce n'était pas « toi t'es un intérimaire ». Par contre ils avaient droit à rien, ils avaient pas le droit au comité d'entreprise, pas droit à tout ça, en revanche ils avaient les dernières années, ils avaient droit aux indemnités de fin de contrat. Et il y avait des gens qu'aimaient bien ce genre de boulot parce qu'à la fin du mois ils avaient quelque chose de Michelin, ils avaient dix pour cent de congés payés, ils avaient tout ça et... Oui, voilà, les dernières années les quelques intérimaires qu'ils ont embauchés, beaucoup sont partis, ils n'ont pas voulu rester

dans l'entreprise, ils ne pensaient pas faire une carrière dans une entreprise comme ça, hein, c'était relativement dur sur les machines et certains ont jamais voulu être embauchés, bon ça correspondait peut-être, bon quand on est jeune, entre 20, 25 ans, on a pas forcément envie de se fixer, la paye était pas mauvaise, donc...

Et à la fin, comment ça s'est passé, les ouvriers se sont mobilisés ?

Ça a mobilisé à la fin, effectivement, c'est-à-dire que la première grande mobilisation, c'était au début du mois de février 2005, là, bon, nous ça faisait déjà deux ans qu'on disait que les carottes étaient cuites, parce que avec les experts qu'on avait rencontrés, les études qu'avaient été faites et on avait compris la stratégie... On savait très bien que l'objectif c'était de rationaliser les usines, de les rapprocher et de faire en sorte qu'elles produisent la même quantité de pneumatiques mais avec moins de masse salariale, donc on savait qu'il y avait une usine de condamnée, c'était soit T., soit P., et rapidement, on a compris que ça allait être P. Mais jusqu'à la fin, les gens ont cru que ça ne fermerait pas : jusqu'au 22 juin 2005, les gens ne croyaient pas à la fermeture complète du site. Depuis 1983 il y eu des plans sociaux chez Michelin tous les deux ans. Aujourd'hui, il y a 33 000 personnes de moins dans les effectifs Michelin France par rapport à 1982. Cette mobilisation en février était une bonne mobilisation mais c'était trop tard déjà, c'était trop tard,

à l'instar de ce que fait, ce que font les copains à T. où eux on leur a dit : « Bah ça fermera qu'en 2009 » et tout de suite ils se sont dit : « Non, ça va pas, il faut qu'on se batte, même si malheureusement ça risque de fermer ». Ils vont partir avec quatre fois plus d'indemnités que nous. Comme Orléans, quand en 1991, l'usine d'Orléans a fermé, ils sont partis avec le double d'indemnités que nous, donc c'est-à-dire que 15 ans après, nous on a eu la moitié de ce qu'ils ont eu, donc ça, ça, c'est ce qui reste en travers de la gorge, d'autant qu'on était une bonne usine, etc., mais ça a été amené petit à petit pour que, au bout du bout, il n'y ait plus de solution à part la fermeture et donc, les gens se sont laissés entraîner, quand ils se sont mobilisés après en février, en octobre, c'était trop tard... ■